



## Ce que pense Jean ZUCCARELLI

Celui qui sera peut-être le candidat de l'union de la gauche à la municipale de Bastia attend toujours qu'on lui démontre l'intérêt d'une révision constitutionnelle spécifique à la Corse. Se bat pour renforcer la Haute-Corse et Bastia. Et mise sur la formation et le développement économique. Conversation politique avec le patron de l'Adec. Propos recueillis par Sbraggia Constant/Photos : Pierre Murati

### **Corsica : Serez-vous candidat à la municipale de Bastia en 2014 ?**

Jean Zuccarelli : Il appartiendra au maire sortant de dire, le moment venu, quelles sont ses intentions. Et au PRG, en concertation avec les autres formations de la majorité municipale, de choisir le candidat qui conduira la liste de gauche. Je souhaite d'ailleurs que chacun respecte ce fonctionnement démocratique de base. Pour ce qui me concerne, je me suis engagé, dès 2008, au service de ma ville sur la liste d'union de la gauche. Nous avons recueilli, rappelons-le, une large majorité des suffrages exprimés. Forte d'une confiance renouvelée, notre équipe municipale n'a pas ménagé ses efforts pour mettre en œuvre un programme réaliste et ambitieux au bénéfice des Bastiais. Mes fonctions de Conseiller exécutif (notamment en charge du grand Bastia) s'inscrivent dans le cadre d'un prolongement naturel et cohérent de mon action locale. Ce double niveau d'intervention me permet notamment de porter efficacement de grands projets structurants à l'échelle régionale. La large adhésion exprimée par les Bastiais lors des élections municipales de 2008 et territoriales de 2010, mais également des élections législatives de 2012 où les Bastiais m'ont placé nettement en tête aux deux tours de scrutin sont sans conteste de nature à renforcer ma détermination à continuer à m'investir à leur côté.

### **Corsica : Fils de, petit-fils de, arrière-petits-fils de maire de Bastia... cette filiation ne peut pas remettre en cause la légitimité de votre candidature. Cependant, elle ne passe pas inaperçue. Qu'en dites-vous ?**

Jean Zuccarelli : Je souhaite être jugé sur mon action et mes propositions. Pas sur le nom que je porte. Mais je ne renie en rien ma filiation. Pour tout dire, j'ai même une grande fierté à l'évocation des réalisations accomplies par Émile Sari avant guerre, puis, depuis 1968 par les municipalités de gauche. Ils ont profondément modernisé notre ville, porté des projets déterminants pour Bastia. Souvent contre les parents de ceux qui, portant aussi un

nom connu dans notre île, me font ce procès en patronyme.

**Corsica: Gilles Simeoni a le vent en poupe. Jean-Louis Milani est une vraie personnalité qui peut doper la droite. Dans ce contexte, la candidature de François Tatti à gauche ne risque-t-elle pas de fragiliser votre destin municipal?**

Jean Zuccarelli: Je respecte chacun des opposants à la municipalité. Mais je rappelle qu'ils ont combattu – et combattent toujours – tous les projets de modernisation de notre ville que les Bastiais saluent aujourd'hui. Je doute, en outre, que mes concitoyens aient l'intention de donner les clés de notre ville à ceux qui n'ont d'autre projet que d'en faire une zone d'expérimentation des thèses autonomistes et nationalistes. Mais, face à ce danger qui dépasse les clivages partisans et les ambitions personnelles, la gauche doit se présenter unie aux élections municipales. Le PRG désignera son candidat, négociera des alliances avec les autres forces de la majorité municipale. Chacun pourra trouver sa place dans la liste de large rassemblement qui sera élargie à des femmes et des hommes sans appartenance politique, mais engagés pour notre ville. Ceux qui refuseraient cette démarche prendraient la lourde responsabilité de la division devant les Bastiais.

**Corsica: Vous appartenez à un Exécutif régional de gauche qui table sur une « avancée institutionnelle », voire l'autonomie, et demande une révision de la Constitution. Pas vous. Comment, politiquement, vous accordez-vous de cette situation?**

Jean Zuccarelli: J'ai déjà dit que j'attendais toujours que l'on me démontre l'intérêt d'une révision constitutionnelle spécifique à la Corse. Au moment où l'emploi, le logement, la sécurité, la lutte contre la violence doivent être les préoccupations majeures de tous les élus, je ne suis pas convaincu qu'une « avancée institutionnelle » soit une priorité pour notre île. Qui plus est, nous sommes loin d'un consensus. Avant d'envisager de formuler des propositions au gouvernement, il nous faut au préalable définir un accord au sein de la majorité territoriale. Ce n'est pas encore le cas sur plusieurs points importants, tels la coofficialité de

la langue corse ou le statut de résident. Je m'opposerai, pour ma part, à toute mesure qui pourrait comporter un caractère discriminatoire à l'encontre d'une partie de la population de notre île. Les lois de décentralisation donnent déjà à notre collectivité territoriale les compétences nettement plus étendues de toutes les régions françaises. Commençons par les utiliser pleinement!

**Corsica: Fondamentalement, qu'est-ce qui vous gêne dans ce concept d'autonomie, qui, précisons-le, s'inscrirait, dans le cadre de la République française (voir la Sardaigne et l'Italie)?**

Jean Zuccarelli: Je suis extrêmement dubitatif quant au concept d'autonomie qui appelle une organisation décrochée de l'État. Pour ma part, je crois que la Corse a besoin d'une République qui nous protège, je crois à une République solidaire, à une République qui rétablit l'équilibre entre ses territoires. Éloigner

**« DEPUIS DEUX ANS QUE JE SIÈGE À L'EXÉCUTIF, JE ME BATS AFIN QUE LA HAUTE-CORSE ET BASTIA NE SOIENT PLUS LES PARENTS PAUVRES DES IMPLANTATIONS ÉCONOMIQUES ET DES SERVICES PUBLICS. »**

un peu plus la Corse de la France serait nous priver de cette protection. Dans la situation que nous subissons c'est de l'inverse dont nous avons besoin.

**Corsica: Que pensez-vous des propos de Manuel Valls, des mesures prises par Manuel Valls?**

Jean Zuccarelli: Ceux qui condamnent les propos et les mesures prises par le ministre de l'Intérieur sont ceux qui craignent que l'État rétablisse l'ordre et la sécurité après des dizaines de meurtres et plusieurs séries d'attentats. Pas les Corses qui subissent ces agissements. Pour ma part, j'approuve Manuel Valls lorsqu'il rappelle que les Corses sont des Français qui ont les mêmes droits que les autres citoyens à être protégés, et qu'ils sont les premières victimes du climat de violence qui se développe dans notre île. Et je salue les premières mesures qui sont la marque d'une volonté de réussir là où les gouvernements précédents ont échoué.

En tournant le dos aux « négociations occultes », en renforçant les moyens mis en œuvre et en assurant une meilleure coordination entre police, gendarmerie et justice, et entre les juridictions locales et spécialisées. Mais cette détermination ne pourra aboutir sans le soutien de la population. J'appelle les Corses à faire bloc autour de la police et de la justice. Et je mets en garde ceux qui cherchent à disqualifier par avance le gouvernement en déformant les propos, prennent pour cible les services de l'État tout en réclamant des résultats, ainsi que ceux qui continuent de légitimer la violence.

**Corsica: Vous, que dites-vous face à ces assassinats?**

Jean Zuccarelli: Ce n'est pas la Corse. Ils sont à l'encontre de nos valeurs ancestrales. Au-delà du sentiment d'horreur et d'insécurité grandissante qu'ils m'inspirent, j'attends que l'État joue pleinement son rôle. Et mette fin à

cette spirale. Qui d'autre pourrait le faire? Il y a fait de la volonté et des moyens. Ce sont eux que j'appelle le gouvernement à mettre en place.

**Corsica: Sur ce chapitre de la violence, êtes-vous de ceux qui se tournent vers les nationalistes, qui les rendent responsables de l'état actuel de la Corse?**

Jean Zuccarelli: Ils ne peuvent du moins pas s'exonérer de leur part de responsabilité dans le climat de violence que subissent les Corses. La violence « politique » a fait et fait le lit de la violence liée au grand banditisme. Sans même évoquer l'impact sur les représentations mentales de toute une génération qui a grandi dans une certaine complaisance et acceptation. Chacun doit donc désormais se positionner clairement. Or je ne peux que constater l'hypocrisie de certains discours et le silence face à des actes d'un nombre condamnable. Avez-vous entendu du côté des nationalistes « modérés » la moindre

condamnation de la nuit bleue du 7 décembre dernier?

**Corsica: Pensez-vous que la classe politique corse en général a failli, un peu, beaucoup, à la folie, pas du tout, dans l'organisation de la société corse?**

Jean Zuccarelli: Ce serait une vision pour le moins réductrice. On ne peut exonérer notre classe politique de responsabilité. Mais pas non plus oublier les succès remportés dans un contexte très difficile. Comment moderniser une île quand on subit pendant 40 ans des milliers d'attentats, des centaines d'assassinats? Et pour sortir d'une vision défaitiste qui ferait écho à la prophétie d'Arrigo Bel Messere, selon laquelle « La Corsica non averà mai bene », je préfère souligner que la Corse a fortement progressé, notamment dans la dernière décennie. Elle a rattrapé une partie de son retard sur le plan économique et de ses infrastructures. Elle a enregistré de belles réussites notamment entrepreneuriales et culturelles. Les élus dans leur ensemble y ont donc pris leur part. Et doivent plus que jamais s'inscrire dans une vision de réussite collective.

**Corsica: Que préconisez-vous au plan économique, je rappelle que vous présidez l'Adec, je rappelle également que vos collègues de l'Exécutif sur le sujet misent aussi sur une avancée institutionnelle et en particulier sur un transfert des compétences en matière de fiscalité.**

Jean Zuccarelli: Je préconise une action résolue et continue visant à soutenir la création de valeur dans notre île en s'appuyant sur l'innovation, nos savoir-faire et nos ressources ainsi que la promotion de nos productions en local comme sur les marchés extérieurs. Cela vaut pour les filières qui sont aujourd'hui les principaux moteurs de notre économie, BTP, tourisme, commerce, comme des filières porteuses que sont les productions agricoles et agro-alimentaires tout comme les TIC, le nautisme ou encore les énergies renouvelables. Ce développement dans la diversification passe par le maintien de bonnes conditions de financement, des mesures de soutien ciblées, la mise en place d'actions collectives au

niveau des filières, tout comme l'accompagnement individuel des porteurs de projet, ou l'adaptation de notre appareil de formation et d'orientation aux besoins évolutifs de notre tissu économique. Dans tous ces domaines, la collectivité, au travers notamment de ses agences et offices, accomplit avec les acteurs



partenaires du développement économique et un travail considérable qui commence à porter ses fruits.

**Corsica: Droite, gauche, nationalistes. Quelle carte politique de la Corse dresseriez-vous aujourd'hui? En termes d'influence des courants, voire des partis, mais aussi en termes de ressenti de la population?**

Jean Zuccarelli: Un rééquilibrage s'est opéré, particulièrement dans le sud, entre une droite qui a repris quelques couleurs depuis les territoriales dont elle était sortie très affaiblie et des nationalistes qui ont marqué le pas. Dans un contexte national difficile, qui pourrait pénaliser injustement la gauche de gouvernement, la majorité territoriale tient ses positions.

Dans la perspective des futures échéances, elle doit mener à bien les mandats dont elle a la charge mais également veiller à maintenir sa cohésion afin de rassembler le plus largement.

**Corsica: Du point de vue gestion, et aussi modernité, appelleriez-vous à suivre l'exemple de l'Alsace?**

Jean Zuccarelli: Incontestablement, l'Alsace et la Corse partagent un certain nombre de points communs: l'usage d'une langue régionale, une forte identité et une région comprenant deux départements. Mais la comparaison s'arrête là. L'Alsace est six fois plus peuplée que la Corse pour la même superficie. Cette région est à un carrefour économique mais moins d'une heure sépare les deux préfectures. Le projet de collectivité unique porté par les principales collectivités n'est pas transposable en l'état à la Corse. Aussi, je serai extrêmement vigilant face à toute proposition qui conduirait à réduire Bastia au rang de sous-préfecture. Depuis deux ans que je siège à l'Exécutif, je me bats afin que la Haute-Corse et Bastia ne soient plus les parents pauvres des implantations économiques et des services publics.

**Corsica: Quelques caps, voire décisions-clés pour que la Corse s'en sorte?**

Jean Zuccarelli: Le renoncement définitif à la violence par les groupes armés serait, à lui seul le meilleur signal pour donner un coup d'accélérateur à notre redressement. Mais pour s'en tenir aux décisions qui incombent à l'Assemblée de Corse et à l'Exécutif régional, l'adoption du PADDUC, consolidant le travail déjà engagé par la majorité territoriale, permettra de tracer les contours d'une société plus harmonieuse et solidaire. Le déploiement efficace de la nouvelle tranche du PEI et de la prochaine programmation européenne nous donneront les moyens de surmonter nos handicaps. Enfin, je terminerai par un projet qui nous tient particulièrement à cœur: le Grand Port à la Carbonite permettra à Bastia de rayonner davantage encore en Méditerranée, de générer de l'emploi et de mieux irriguer l'économie de l'île. ■